



## Au-delà d'Obama et de Trump : la culture du pillage de la politique américaine à Cuba

### Partie 1

Par [Hassan Pérez Casabona](#) et [Ana Margarita Morejón](#)

[Padrón](#)

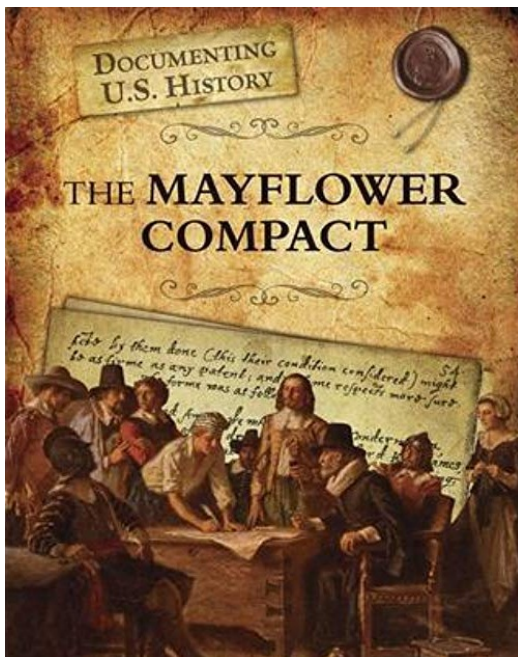
Mondialisation.ca, 27 novembre 2018

[lajiribilla.cu](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#), [Services de renseignements](#)

Depuis son émergence en tant que nation moderne, et même avant, le système qui a fait naître plus tard les États-Unis a insisté pour imposer un **modèle de domination intégrale**, qui tenait compte des intérêts des secteurs et des classes dirigeantes. Dans les territoires occupés pendant des siècles par des peuples tels que les Apaches, les Navajos, les Mescaleros, les Iroquois, les Pieds-Noirs et les Cherokees, les immigrants venus d'Europe, qui formeront les Treize Colonies, ne favorisaient pas les processus de dialogue et d'intégration avec ces communautés, mais plutôt **l'emprisonnement, la ségrégation et l'extermination**. Ainsi, dès le début, les traits et les comportements qui ont marqué l'élite politique américaine configurée en blanc, anglo-saxon et protestant (WASP), véritable racine du noyau qui détient le pouvoir réel dans cette géographie depuis presque 250 ans, ont été établis.



Dès que les membres de Mayflower ont créé la colonie de Plymouth dans le Massachusetts, les bases de l'autonomie gouvernementale ont été établies par le Pacte du Mayflower

Quelques exemples historiques suffiraient à illustrer comment les fondements d'un système

de domination intégrale, dont l'un des piliers est la composante idéologique et culturelle, ont été érigés. Dès le 21 novembre 1620, les membres du *Mayflower* ont créé la colonie de Plymouth dans le Massachusetts, **ce groupe de fondateurs (*Pilgrim Fathers*) a eu une influence marquée sur la formation idéologique future**. Cela a jeté les bases de l'autonomie gouvernementale par l'entremise du *Pacte du Mayflower*. Les personnes à faible revenu ont été exclues de facto.

Une manifestation emblématique de cette période initiale, qui expose les prétentions d'assumer non seulement une direction politique, mais aussi idéologique, apparaît en 1630 lorsque *John Winthrop* et les Puritains de l'*Arabella* affirment qu'ils vont élever « une ville au sommet de la colline ». (« A city upon a hill »), que tout le monde verrait comme un exemple à imiter[1].

Il est important de comprendre (cet article expose à peine des idées qui seront examinées plus rigoureusement dans des travaux ultérieurs) que le puritanisme, en tant que doctrine politique, a répudié l'absolutisme et soutenu l'établissement d'assemblées, bien qu'il ait été une réponse religieuse fonctionnelle au développement et à l'expansion du capitalisme naissant. **L'idée était de créer une « démocratie des élus »**. La Constitution qui fut envoyée aux États pour ratification, à partir du 17 septembre 1787, jeta les bases d'un pouvoir fédéral qui, des décennies plus tard, deviendrait l'un des garants du cadre impérial par lequel les États-Unis réaliseraient leur projection à l'échelle mondiale.[2]

Par ailleurs – preuves que cette acception s'est faite sur des bases diamétralement opposées à ces positions de domination, alors que l'on s'efforçait d'évaluer l'ampleur de ce qu'il se passait – les appréciations du chef Powhatan :

*« Pourquoi prenez-vous par la force ce que vous pourriez obtenir pacifiquement ? Pourquoi voulez-vous détruire ceux qui vous approvisionnent en nourriture ? Que pouvez-vous gagner par la guerre ? Pourquoi nous enviez-vous ? Nous sommes désarmés et prêts à leur donner ce qu'ils demandent s'ils viennent en amis »*. [3]

Ce dilemme, qui découle de l'imposition d'un modèle et de la résistance interne et externe générée face à de telles méthodes, agirait d'une manière ou d'une autre comme un nœud gordien à l'avenir.

\*

La fin de la Seconde Guerre Mondiale a apporté avec elle un nouvel ordre international et la naissance du Droit, à commencer par l'émergence des *Nations Unies* (ONU). Au début, on avait confiance dans le « progrès de la civilisation » comme passage de la force à la diplomatie, et de la diplomatie au droit.[4]

Au cours de la guerre froide, cependant, un certain nombre d'événements internationaux ont suscité la méfiance et le scepticisme parce que, malgré le prétendu respect par les États Membres des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, **un grand nombre de conflits internationaux n'ont pas été réglés par des moyens juridiques mais par la force**. Cela a favorisé l'idée que les intérêts politiques des États vont souvent au-delà du respect de l'ordre juridique mondial et que la qualité et l'application du droit international sont discutables.[5]

Les États-Unis, engagés dans une profonde réforme institutionnelle allant au-delà des

domaines traditionnellement identifiés par la sphère politique, se sont dotés d'instruments doctrinaux qui accentueraient la vieille prétention d'agir comme hégémon dans tous les domaines.



D'après le fameux *Long Télégramme* de George Frost Kennan du 22 février 1946 (avec l'idée que : « Nous devons formuler devant les autres nations, de manière beaucoup plus constructive et positive, l'image du monde que nous voulons »), en passant par le discours de Winston Churchill sur le « Rideau de fer », le 5 mars de la même année ; le rapport Clifford-Elsey, présenté au Président Harry Truman peu après, le 24 septembre exactement, sous le titre *Relations américaines avec l'Union Soviétique* ; la *Doctrine Truman*, très médiatisée et peu étudiée, présentée au Congrès le 12 mars 1947 ; le non moins célèbre *Plan Marshall* (en fait le Programme de redressement européen), dont la clé se trouve dans le discours prononcé par George Marshall, alors secrétaire d'État, le 5 juin 1947 à Harvard University ; l'article « *The Sources of Soviet Conduct* », publié par Mr. X (pseudonyme de George Kennan) dans le magazine *Foreign Affairs* de juillet 1947, ou dans la *Directive NSC-68* du 14 avril 1950 (dans le contexte de la guerre de Corée) visait à renforcer, par des documents et des actions programmatiques à long terme, la vision des États-Unis qui devrait non seulement monter la voie dans les domaines économique, politique et militaire mais également constituer une référence obligatoire en ce qui concerne le mode de vie[6]. « L'American way of life » a dépassé l'idée de sa représentation formelle dans l'art et la littérature, dans la mesure où il s'est consolidé comme un substrat idéologique à exporter au-delà de ses frontières.

Comme sous-entendu de cette étape (dans laquelle la Central Intelligence Agency de son siège de Langley, en Virginie, serait à plusieurs reprises le cœur du réseau exécutif, tant dans l'ombre que publiquement)[7], le penchant universel entre révolution et contre-révolution, se traduit par la lutte perpétuelle entre conservatisme et progrès, représenté alors entre les forces pro-guerre et le recours à la violence et les secteurs défendant la paix[8]. Ce sont des antagonismes qui ne peuvent être compris qu'à partir d'une organicité systémique et non en divisant les analyses en domaines spécifiques.

\*

Il est important de souligner l'idée que le triomphe révolutionnaire a ouvert un contexte favorisant un système de relations hémisphériques qui aurait pu être différent – basé sur la bonne volonté du gouvernement cubain manifestée par de multiples faits et déclarations, y compris le voyage de Fidel aux États-Unis en avril 1959 – mais ce qui est certain, c'est que l'administration dirigée par le duo *Eisenhower-Nixon* **a renversé tous les ordres, très tôt, dans le but sans équivoque de combattre le projet révolutionnaire antillais** qui, dans le même temps, a multiplié exponentiellement ses racines populaires.

À Cuba, loin de nous intimider avec les signaux clairs venant du territoire américain, les dirigeants du pays n'ont pas perdu une seconde à réaliser le programme stratégique proposé à la Moncada et à créer les conditions pour que tout le peuple soit prêt à défendre ses conquêtes, même si la confrontation s'intensifiait. Avec une énergie et une passion sans bornes, chaque jour nouveau signifiait que des succès concrets étaient obtenus, auxquels la population n'était jamais parvenue.

Sans perdre de vue l'objectif, avec la certitude qu'une révolution n'est ni un lit de roses ni une entreprise de quelques semaines, le processus de changement est passé d'une conception démocratique, populaire et anti-impérialiste à une vocation socialiste sans faille.

La proclamation de ce caractère social par Fidel le 16 avril 1961, lors de l'inhumation des victimes des bombardements perpétrés des heures auparavant contre des installations aériennes en différents points du pays, ne fut en aucun cas une action fortuite, produite exclusivement par l'indignation face au massacre, mais aboutit à une évolution organique et cohérente dans l'action révolutionnaire. C'est ainsi qu'elle a été assimilée par les gens qui, en à peine deux ans, ont connu une progression extraordinaire dans leur analyse, notamment grâce au travail concret qu'ils ont envisagé et à la priorité que leur ont accordée les dirigeants du gouvernement pour leur expliquer directement, avec l'aide des principaux dirigeants, les mesures adoptées et la profondeur du combat qui se définissait des objectifs plus larges et de plus grande envergure.



Le processus de changement est passé d'une conception démocratique, populaire et anti-impérialiste à une vocation socialiste inébranlable, proclamée par Fidel le 16 avril 1961

A Girón, plus personne ne pouvait en douter, il y aurait une lutte pour préserver la souveraineté nationale qui, à cette époque, signifiait aussi le passage à un stade d'édification socialiste. D'où l'importance de cette victoire sur l'impérialisme sur le continent, car l'héroïsme des miliciens et des peuples a permis, après cette leçon de dévouement indéfectible à une cause, que chacune des nations du tiers monde soit un peu plus libre.

Il n'est pas possible, en raison de la brièveté de cet article, de faire un compte rendu détaillé de toutes les agressions impérialistes contre notre pays, dans le but de saper les bases de la Révolution et de mettre fin à une expérience qui, malgré les efforts insensés de l'establishment américain pour l'isoler, **a fait son chemin dans les confins les plus isolés du monde, par la force et la justice de l'idéologie qui en est issue.**



Outre l'invasion mercenaire de la Plage de Girón, la complexité des tâches vécues pendant la crise d'octobre 1962, les plus de 600 attaques contre le commandant en chef et le blocus génocidaire imposé au peuple, les impérialistes n'ont épargné aucune méthodologie imaginable pour voir couronnées leurs aspirations centenaires de l'envahissement de notre nation.

Différentes opérations, comme l'*Opération Pluto*, l'*Opération Peter Pan* ou l'*Opération Mangouste* ; le soutien et l'approvisionnement des bandes contre-révolutionnaires ; diverses législations comme la loi d'ajustement cubaine, ainsi que d'autres démarches juridiques comme les lois *Torricelli* et *Helms-Burton*, ou le « *Plan pour un Cuba libre* » ; l'utilisation de l'activité terroriste, qui nous a coûté 3 478 morts et 2 099 invalides ; la guerre biologique ou la propagande à la télévision et à la radio - violation des règlements internationaux sur les télécommunications -, entre autres stratagèmes, avait aussi pour but d'écraser la Révolution et d'étouffer son peuple.

En ce qui concerne le blocus, un crime contre l'humanité répudié dans toutes les conventions internationales, bien que sa proclamation officielle découle du décret exécutif n° 3447, signé par le *Président John F. Kennedy* le 3 février 1962, il y avait déjà eu des manifestations claires. C'est à juste titre que le *Général d'Armée Raúl Castro* s'est exprimé lors du Sommet de Panama en 2015, considérant également les précédentes actions adoptées dans ce sens par la Maison Blanche :

« *Le blocus n'a pas commencé lorsque Kennedy l'a signé en 1962* » [. \[9\]](#)

En recourant obligatoirement à la présentation synthétique de nos évaluations, nous pensons qu'il est opportun d'affirmer que, depuis 1959, les administrations américaines successives ont eu pour objectif le renversement du gouvernement révolutionnaire, le rétablissement du capitalisme et la récupération de son hégémonie et de sa domination sur notre pays. Avec ce prisme, indépendamment du fait qu'il ne s'agit pas d'une caractérisation monochromatique, nous distinguons deux tendances fondamentales : celle qui a favorisé la confrontation ouverte et directe par l'agression militaire, le terrorisme, le soutien aux bandes armées, la guerre biologique, les plans de guerre psychologique et propagandiste et l'isolement international ; et celle qui a proposé de modifier la projection internationale de Cuba et de saper la révolution de l'intérieur, essentiellement par des moyens politiques, diplomatiques, économiques, culturels et propagandistes, en maintenant les piliers essentiels du blocus et de la subversion.

Dans le premier cas, cette position a prévalu, évidemment avec des nuances différentes, dans les gouvernements de Dwight Ike Eisenhower, John F. Kennedy, *Lyndon B. Johnson*, Richard Nixon, *Ronald Reagan* et *George Bush*, père et fils ; dans le second cas, ces approches ont été privilégiées, avec leurs propres caractéristiques pour chaque cas lors des gouvernements de *Gerald Ford*, *James Carter*, *William Clinton* et *Barack Obama*.

**Source** : [Más allá de Obama y Trump: la cultura como pilar de dominación en la política de Estados Unidos](#)

traduit par **Pascal**, revu par **Martha** pour [Réseau International](#)

**Notes**

[1] L'un des plus grands historiens américains s'exprime : « En 1630, à l'aube de la colonie de la baie du Massachusetts, le gouverneur John Winthrop avait défini la philosophie des dirigeants comme suit : ... depuis toujours, certains doivent être riches, d'autres pauvres ; certains élevés et éminents en puissance et dignité, d'autres humbles et soumis ». (...) En 1700, les intendants ecclésiastiques de la ville de New York ont demandé des fonds au Conseil Commun parce que « les plaintes des pauvres et des impuissants – à cause de leur manque de nourriture – sont trop fréquentes ». Dans la décennie de 1730 à 1740 a commencé à augmenter la demande des institutions pour confiner les nombreux mendiants « qui erraient quotidiennement dans les rues ». Howard Zinn : *The Other History of the United States*, Social Science Publishing House, La Havane, 2004, p. 33.

[2] Il est également trompeur d'affirmer que, dès le début, les documents programmatiques des États-Unis naissants ont reçu un soutien tonitruant de la part de ceux qui ont participé à leur rédaction, même en sachant que les secteurs à faible revenu n'étaient pas concernés. « Sur les 55 députés qui ont participé aux travaux de la Convention, 14 étaient absents et 3 avaient refusé de signer le document. Seuls 38 membres ont signé l'original et des copies du document. Même George Washington ne l'a pas signé, non pas parce qu'il n'était pas d'accord, mais parce qu'il était à New York. (...) Le processus de ratification par les assemblées législatives des États a été controversé dans de nombreux cas, en particulier dans certains des plus importants, où la marge d'approbation était étroite. (...) Pour résoudre l'opposition des anti-fédéralistes à la ratification de la Constitution, le « Compromis du Massachusetts » de « ratifier d'abord et modifier après » a été décisif. (...) Les ratifications par la Caroline du Nord et le Rhode Island (ce dernier ayant refusé onze fois de convoquer la convention de ratification) ont eu lieu après l'entrée en fonction de George Washington en tant que premier Président des États-Unis d'Amérique. Ramón Sánchez-Parodi : *El espectáculo electoral más costoso del mundo*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 2014, pp. 10-11.

[3] Voir : Rafael San Martín : *Biografía del Tío Sam*, Tome I, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 2006, p. 39.

[4] L, Hentín: *Derecho y política exterior de las naciones*. Grupo Editorial Latinoamericano. Buenos Aires, 1986.

[5] M, Becerra: *Panorama del derecho internacional público*. UNAM. México DF, 1997.

[6] Ces questions relatives à la façon dont toute une conception a été structurée aux États-Unis en ce qui concerne la façon d'exécuter ses projections sur la scène internationale sont analysées avec emphase par Eliades Acosta dans son livre 1963 : *De la guerre médiatique au coup d'État* (Fondation Juan Bosch, Soto Castillo Impresores, Saint-Domingue, 2015), dont l'axe central est l'étude des diverses actions menées par différents secteurs, sous la tutelle de l'ambassade des États-Unis dans la nation des Caraïbes, pour renverser Juan Bosch, premier président démocratiquement élu en République Dominicaine après le Dictateur Rafael Leónidas Trujillo. Le coup artistique porté à Bosch, écrivain célèbre qui a vécu 19 ans à Cuba (et a participé à l'expédition déjouée de Cayo Confites en 1947, où il a rencontré Fidel Castro, alors jeune étudiant en droit), a été porté le 25 septembre 1963.

[7] Il est frappant de constater que, bien qu'avec des différences de ton par rapport à ses prédécesseurs en ce qui concerne l'utilisation du langage académique, la directive du Conseil National de Sécurité (NSC-5412-1) du 12 mars 1955 précise que l'on entend par « opérations secrètes » « toutes les activités planifiées et menées sans que la responsabilité du gouvernement des États-Unis soit engagée et sans qu'il soit évident que des personnes ou entités soient autorisées à les mener à bien »... la propagande et l'action politique ; la guerre économique (...) la subversion contre des États ou des groupes hostiles, y compris l'aide aux mouvements alternatifs, aux groupes de réfugiés, le soutien aux organisations autochtones et aux éléments anticommunistes dans les pays luttant pour un

monde libre, ainsi que d'autres activités compatibles avec l'esprit de cette directive. Rhodri Jeffreys-Jones : *The CIA & American Democracy*, Second Edition, When a New Preface, Yale University Press, 1998, p. 83.

[8] Il est important d'approfondir le rôle développé par la CIA, dans la réalisation des objectifs définis par les différentes administrations américaines, en termes de réalisation des opérations les plus diverses, y compris l'assassinat de dirigeants politiques, afin de voir leurs aspirations stratégiques couronnées. Il s'agissait d'une procédure qui allait au-delà de la simple affiliation politique, réalisant l'affirmation légendaire de Thomas Jefferson selon laquelle « une différence d'opinion n'est pas une différence de principe. Nous sommes tous membres de la classe politique américaine ». Les faits historiques démolissent même les mythes établis, dont celui selon lequel le Président John F. Kennedy n'a rien à voir avec des actions de cette nature. « De nombreux historiens de la CIA, comme Joseph Trento, Jay Edward Epstein ou Peter Kornbluh, s'accordent à souligner le début du projet ZR/RIFLE en 1960, sous l'administration Eisenhower, pour mettre fin à la vie de Fidel Castro, mais ce serait vraiment à partir de 1961, sous l'administration Kennedy, que ZR/RIFLE développa le plus grand nombre d'opérations ou, « d'actions d'exécution » contre des dirigeants politiques étrangers par la CIA. (...) Allen Dulles (Directeur de la CIA) n'avait aucun doute que les frères Kennedy (John et Robert, Procureur Général des Etats-Unis) allaient apprécier les « assassinats politiques » ou plutôt les « actions exécutives ». Cela a surpris les dirigeants de la CIA qui, jusque-là, pensaient que John Kennedy, nouvellement élu, était un homme faible, plus préoccupé par les femmes et la haute société que par les opérations secrètes. John Kennedy a été beaucoup plus dur que son prédécesseur au pouvoir, le Président Eisenhower. En 1997, un document de 22 pages intitulé « Study on Murder » a été publié sur ce dirigeant républicain – qui est arrivé à la Maison-Blanche avec le glamour du rôle qu'il a joué en tant que Général pendant la Seconde Guerre Mondiale – qui se trouve aux Archives de la sécurité nationale à Washington. « Eisenhower y indiquait très clairement les lignes directrices à suivre par les futurs présidents américains pour éviter de s'engager dans de telles opérations. Aucun mandat d'arrêt pour meurtre ne devrait jamais être écrit ou enregistré ». Une autre page précise les différentes formes de meurtre, les armes utilisées à cette fin et les conseils pour faire passer un assassinat politique pour un accident. Eric Frattini : *CIA. Joyas de Familia. Los documentos más comprometedoros de la Agencia, por fin al descubierto*, prologue de Jorge Dezcallar, Ediciones Martínez Roca (mr-ediciones), Madrid, 2008, pp. 137-139.

[9] Dans cette citation, Raúl rappelle des fragments de ce qu'il a qualifié de « mémorandum pervers », rédigé par le sous-secrétaire d'État Lester Mallory, le 6 avril 1960. Le texte révèle ouvertement qu'ils ne se souciaient pas des privations et des épreuves auxquelles les gens étaient soumis, par rapport à l'atteinte de leurs objectifs perfides. Le tristement célèbre document déclarait : « (...) la majorité des Cubains soutiennent Castro... Il n'y a pas d'opposition politique efficace. Le seul moyen prévisible de saper le soutien interne est le désenchantement et le découragement fondés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques. (...), affaiblir la vie économique (...) et priver Cuba d'argent et de fournitures afin de réduire les salaires nominaux et réels, provoquer la faim, le désespoir et la chute du gouvernement. Raúl Castro Ruz : « Cuba continuera à défendre les idées pour lesquelles notre peuple a assumé les plus grands sacrifices et les plus grands risques », Discours au VIIe Sommet des Amériques, Voir en : Granma, lundi 13 avril 2015, pp. 3-5.

La source originale de cet article est [lajiribilla.cu](http://lajiribilla.cu)

Copyright © [Hassan Pérez Casabona](http://lajiribilla.cu) et [Ana Margarita Morejón Padrón](http://lajiribilla.cu), [lajiribilla.cu](http://lajiribilla.cu), 2018

---

Articles Par : **Hassan Pérez**  
**Casabona** et **Ana**  
**Margarita Morejón**  
**Padrón**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)